

# « Il faut remettre du sens dans l'espace public »

ENTRETIEN

**Yannick Ohanessian, adjoint à la mairie de Marseille en charge de la sécurité et la tranquillité publique, analyse le sentiment d'insécurité dans la ville et trace les lignes de sa politique.**

**La Marseillaise :** Quelle analyse faites-vous de la situation d'insécurité à Marseille ?

**Yannick Ohanessian :** J'ai pris mes fonctions en pleine période estivale, où il y avait plus de 30 % de surfréquentation dans la ville. Nous n'avons pas multiplié les annonces mais nous voulions aller sur le terrain pour observer et réagir. Réagir ne veut pas dire qu'il faut être dans la réaction systématique mais bien appréhender les situations en fonction des cas. Avec notamment tout ce qui concerne le quotidien, les nuisances sonores, visuelles. On est parfois confronté à des décharges sauvages dans la ville, un manque de respect des espaces publics. Nous avons fait beaucoup d'efforts sur la prévention, avec des maraudes sur la Plaine ou le Cours Ju', avec une police municipale plus présente dans l'hypercentre. Le tout, avec la Covid, qui ne facilite pas les choses car il y a un sentiment anxiogène.

**Quelle opinion portez-vous sur le sentiment d'insécurité des Marseillais ?**

**Y.O. :** Il ne faut pas confondre l'insécurité et le sentiment d'insécurité. C'est un problème vieux comme le monde. On a tous une perception différente les uns des autres à ce sujet. Cela dépend des opinions personnelles et de l'histoire de chacun. Pendant la dernière période, qui était particulière, la police municipale comme nationale a été présente sur le terrain. Je tiens à les remercier car ils n'hésitent pas à aller sur le terrain de façon exemplaire.

**Certains évoquent un manque de considération de la gauche sur ces sujets. Que leur répondez-vous ?**



Yannick Ohanessian demande la pérennisation de nouveaux effectifs de la police nationale à Marseille. PHOTO M.E.H.

**Y.O. :** La communication politicienne est d'un autre temps. Nous voulons répondre concrètement aux attentes des Marseillais et nous tiendrons les engagements pris pendant la campagne. C'est une volonté politique pour que le service rendu à la population prime. Comme dans tout service public. Il doit être de qualité et de proximité. Cela passe par une meilleure coopération avec la police nationale. Et donc la pérennisation d'effectifs de celle-ci. D'ici le prochain conseil municipal, il y aura des annonces concrètes.

**En quoi votre approche est-elle différente de celle de l'ancienne majorité ?**

**Y.O. :** Nous avons une approche plus humaine, mais aussi sortie des annonces. Où l'on regarde avec du recul les besoins de la population. Il faut remettre les choses dans l'ordre. Par exemple, sur les caméras de vidéosurveillance, c'était un choix politique de l'ancienne majorité de les avoir démultipliées. Ce choix a été fait au détriment d'une notion d'effectifs, d'hommes avec un grand H. Toutes les études démontrent que

pour réussir une politique publique, on doit avoir 1 policier pour 1 000 habitants. Nous sommes plus loin du compte. Pour redonner tous les moyens à la police municipale, cela nécessite une marge de manœuvre sur les effectifs. Il y a également la notion de remettre du sens dans l'espace public. La Plaine est un des sites qui rassemble tous les sujets : la notion d'espace public, de la circulation, du dialogue avec les commerçants et de la sécurité.

**Concrètement, comment travaillez-vous avec les services de l'État ?**

**Y.O. :** Nous sommes dans un travail collaboratif avec le préfet de police notamment. Nous partageons les mêmes constats et la même volonté de trouver des synergies et plus de passerelles. Il y a besoin de redéfinir un certain nombre de missions entre la police municipale et nationale. Enfin, concernant le ministre de l'Intérieur, qui n'a pas hésité à aller sur le terrain à Nice par exemple, nous espérons que pour la 2<sup>e</sup> ville de France, il vienne constater les besoins, les manques et même les cris d'alarme de certains policiers.

Propos recueillis par Amaury Baqué



Le commissariat de Noailles, sur la Canebière (1<sup>er</sup>), est en plein cœur d'un secteur densément peuplé, facteur d'incivilités et de délinquance. PHOTO F.C.

## Retour sur la réalité de la hausse de l'insécurité et la délinquance

À l'occasion du 1500<sup>e</sup> conseil de sécurité des Bouches-du-Rhône, la Ville de Marseille fait état de l'insécurité. Le sociologue Laurent Mucchielli, ramène à la réalité ce nouvel épisode de sentiment d'insécurité.

Dans un contexte où le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin fait état d'une hausse d'insécurité et d'un « ensauvagement » de la société, le sociologue Laurent Mucchielli commente : « Depuis que je suis chercheur au CNRS, j'ai vu passer plus d'une dizaine d'épisodes similaires et particulièrement en été. Qu'un homme se dresse

devant l'insécurité est une technique relativement banale, autant au niveau national que local. »

Selon ce spécialiste de la délinquance et des politiques de sécurité, l'action du ministre de l'Intérieur rentre dans l'anticipation de la prochaine présidentielle d'Emmanuel Macron, « Gérard Darmanin fait partie de la feuille de route de 2022. Macron est dans l'optique où il rencontrera de nouveau l'extrême droite au deuxième tour et cherche à l'empêcher d'avoir accès à un boulevard ». Et d'ajouter : « Monsieur Darmanin, n'étant pas un inconnu de l'extrême droite, il joue le rôle de monsieur sécurité comme Nicolas Sarkozy l'avait fait par le passé. »

Celui qui a créé l'Observatoire régional de la



Laurent Mucchielli. PHOTO M.E.H.

délinquance et des contextes sociaux ramène à la réalité le discours de Gérard Darmanin. « Les études menées sur les premiers indicateurs de la délinquance et de la criminalité de-

puis 1990 démontrent une stabilité », détaille-t-il. « Le ministre de l'Intérieur utilise des chiffres de la police, c'est à-dire seulement les procès-verbaux. » Et de poursuivre : « S'il y a une augmentation de procès-verbaux, c'est seulement, car il y a plus de plaintes. On dénonce plus, mais les violences étaient déjà là avant. On ne doit pas confondre le nombre de plaintes et les faits. »

D'autre part, la crise sanitaire est également un facteur d'augmentation de ce sentiment d'insécurité. « Il y a eu un effet confinement, déconfinement. Lors du confinement, la criminalité de rue était grandement en baisse, normal, il n'y avait personne dans les rues. Le commissariat de Marseille a dit avoir observé une baisse de 70 % », explique Laurent Mucchielli, « lors

du déconfinement, les gens sont de nouveau sortis et les incidents sont revenus ».

« Il y a aussi un climat de peur actuellement, que le gouvernement maintient. Tous les jours, les personnes sont confrontées à des chiffres de peur, sur le nombre de positifs, de réanimations. Un effet de stress règne et certaines personnes plus sensibles peuvent réagir en conséquence. Il n'est pas rare de voir des altercations liées à l'épidémie », ajoute enfin le chercheur. Il souligne également qu'en raison de la pandémie mondiale, les vacances sont restées françaises. « Cet été, toutes les stations balnéaires de France se sont vues accueillir de nombreuses personnes. » Et d'en conclure : « On peut peut-être dire que s'il y a plus de personnes, il y a plus d'incidents ». Léopold Gaillard